

Au Journal officiel du 24 au 30 janvier 2015

Au Journal officiel du 24 au 30 janvier 2015

02/02/2015

Au Journal officiel du 24 au 30 janvier 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 24 janvier 2015 :

- Ordonnance n° 2015-45 du 23 janvier 2015 relative à la **commission du contentieux du stationnement payant** - *Modification du Code général des collectivités territoriales* ;
- Ordonnance n° 2015-50 du 23 janvier 2015 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la **métropole d'Aix-Marseille Provence** - *Modification du Code général des collectivités territoriales* ;
- Décret n° 2015-46 du 22 janvier 2015 relatif au **contrôle par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution de l'utilisation de références à des notations de crédit par les institutions de retraite professionnelle** - *Modification du Code des assurances, du Code de la mutualité, du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2007-67 du 18 janvier 2007* ;
- Décret n° 2015-47 du 22 janvier 2015 relatif à la **commission chargée des immatriculations au registre des intermédiaires en assurance, banque et finance** - *Modification du Code des assurances* ;
- Décret n° 2015-48 du 22 janvier 2015 relatif aux **traitements automatisés de données à caractère personnel mis en œuvre par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques** - *Abrogation du décret n° 2007-1041 du 20 juin 2007.*

Au JO du 25 janvier 2015 :

- Décret n° 2015-53 du 23 janvier 2015 pris pour l'application des articles 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la **transparence financière de la vie politique** ;
- Décret n° 2015-54 du 23 janvier 2015 modifiant le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008 relatif à l'**instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat.**

Au JO du 28 janvier 2015 :

- Décret n° 2015-58 du 26 janvier 2015 portant diverses dispositions relatives aux **frais pharmaceutiques** - *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2015-60 du 26 janvier 2015 relatif aux **entreprises adaptées et aux centres de distribution de travail à domicile** - *Modification du Code du travail* ;
- Arrêté du 16 janvier 2015 modifiant l'arrêté du 5 octobre 2011 fixant la **liste des actes de médecine ou de**

chirurgie des animaux que peuvent réaliser certaines personnes n'ayant pas la qualité de vétérinaire.

Au JO du 29 janvier 2015 :

- Décret n° 2015-75 du 27 janvier 2015 relatif à l'organisation de la **permanence des soins des chirurgiens-dentistes en ville et des médecins dans les centres de santé** - *Modification du Code de la santé publique* ;
- Arrêté du 20 janvier 2015 fixant pour l'année 2015 le **taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective** ;
- Arrêté du 27 janvier 2015 *modifiant l'arrêté du 24 août 2000* fixant les **droits et obligations des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes.**

Au JO du 30 janvier 2015 :

- Ordonnance n° 2015-82 du 29 janvier 2015 relative à la simplification et à la sécurisation des modalités d'application des règles en matière de temps partiel issues de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi - *Modification du Code du travail et de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013* ;
- Décret n° 2015-79 du 28 janvier 2015 modifiant les dispositions relatives à la **procédure disciplinaire applicable dans les établissements publics d'enseignement supérieur placés sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur et devant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche statuant en matière disciplinaire** - *Modification du Code de l'éducation et de plusieurs textes non codifiés* ;
- Décret n° 2015-81 du 29 janvier 2015 relatif à l'**organisation territoriale de la défense** - *Modification du Code de la défense* ;
- Arrêté du 14 janvier 2015 *modifiant l'arrêté du 19 février 2010* portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel permettant la transmission, par voie électronique, des éléments déclaratifs prévus aux articles 87, 87 A, 88, 89, 89 A, 224 à 230 G, 235 ter C à 235 ter KH, 240, 241, 242 ter, 1599 quinquies A, 1649 A bis, 1678 quinquies et 1679 bis du Code général des impôts et L. 98 B, premier alinéa, du Livre des procédures fiscales ;
- Arrêté du 28 janvier 2015 relatif aux **taux mentionnés dans le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit** ;

Et arrêté du 29 janvier 2015 relatif au **plan d'épargne-logement** - *Modification du règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 et de l'arrêté du 25 février 2011.*

La Rédaction Législation